

# Les "attaques contre la Sécu" relancent l'Action commune

■ Les conditions sont à nouveau réunies pour rassembler parti, mutualité et syndicat socialistes.

Le Parti socialiste, la mutualité socialiste Solidaris et le syndicat socialiste FGTB ont lancé lundi à Namur une campagne commune en faveur de la protection sociale, qu'ils mèneront en compagnie d'autres syndicats, mutuelles et ONG ([www.protection-sociale.be](http://www.protection-sociale.be)). A l'heure actuelle, dans le monde, près de cinq milliards de personnes n'ont pas accès à une protection sociale complète, dénoncent les trois organisations. Elles appellent dès lors à inscrire la protection sociale dans les lois de chaque pays; à lui affecter des moyens suffisants; à inclure les mouvements sociaux dans la prise de décision politique en la matière; et à élaborer un pacte européen harmonisant les systèmes de protection sociale vers le haut.

Mais le lancement de cette campagne constituait surtout une belle occasion de redonner corps à ce que l'on appelle l'Action commune socialiste, à savoir le rassemblement, dans un combat commun, des différentes organisations membres du pilier socialiste, dont les trois principales sont la mutuelle, le syndicat et le parti.

C'est Jean-Pascal Labille, ex-ministre de la Coopération et des Entreprises publiques, désormais de retour à la tête de la mutualité socialiste, qui avait été chargé de cette mission stratégique. Il avait annoncé vouloir donner une forme de permanence à l'Action commune, au-delà des seules cam-

pagnes électorales où FGTB et Solidaris ramentent traditionnellement leurs affiliés pour gonfler le stock de voix du PS. Il fallait encore que les conditions soient réunies. C'est désormais le cas. "Cela fait si longtemps que nous ne nous sommes retrouvés tous ensemble", s'est réjoui M. Labille. De mémoire de socialiste, hors réunions techniques ou électorales, cela remonte à 2004.

## 1 Le PS est dans l'opposition au fédéral.

Tant que le Parti socialiste était au gouvernement fédéral, qui plus est en y occupant le poste de Premier, il était difficile de relancer une telle opération. Associés aux libéraux et aux sociaux-chrétiens, les socialistes ont procédé à certaines réformes sociales, en matière de chômage notamment, qui n'étaient guère... socialistes. A l'époque, la FGTB ne s'était d'ailleurs pas privée de cracher son venin sur les mesures prises par le gouvernement Di Rupo, à commencer par la limitation à trois ans des allocations d'insertion. Certains, notamment à Charleroi, avaient même appelé à soutenir le PTB, plutôt que le PS, aux élections de mai dernier. Aujourd'hui, au fédéral, niveau de pouvoir où subsiste la plupart de la sécurité sociale, le PS est dans l'opposition. Les "méchants" sont au pouvoir. Il ne faut donc plus se retenir pour dénoncer leurs agissements. Et la famille socialiste peut le faire dans une belle et grande union. Les dis-

cours entendus lundi au siège de Solidaris à Namur étaient sans ambiguïté, tant dans le chef du président du PS, Elio Di Rupo, que dans celui de Jean-Pascal Labille ou Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB.

**2 La droite s'attaque aux tabous socialistes.** L'ennemi étant désigné, il faut encore dénoncer ses méfaits. Et avec le "gouvernement MR-N-VA", les socialistes sont servis: saut d'index, recul de l'âge de la pension, hausse du coût de la consultation chez certains médecins... Et la volonté affichée par la N-VA d'encore couper dans le budget de la Sécu ne rassure personne. Bref, tant dans les soins de santé (le "core business" de la mu-

tuelle) que pour l'emploi (celui du syndicat), Michel I<sup>er</sup> s'attaque à des "intouchables". Moins difficile de mobiliser l'Action commune dans ces conditions.

**3 Marc Goblet a succédé à Anne Demelenne.** Avec l'accession de Marc Goblet au secrétariat général de la FGTB, le PS a gagné un allié de poids. Anne Demelenne, sans être vraiment

opposée à l'Action commune, appelait à voter à gauche sans se disperser (entendez: Ecolo ou PS, mais pas PTB). Marc Goblet, lui, répète qu'il est né et mourra socialiste, et que l'Action commune est indispensable pour faire progresser les idées socialistes. Ajoutez à cela qu'il est très proche de Jean-Pascal Labille, et vous avez là un cocktail propice à redonner vie à l'Action commune. Au moins pour un temps.

Laurent Gérard

# 3/4

## SANS PROTECTION SOCIALE ADEQUATE

Près de 75% de la population mondiale n'a pas accès à une protection sociale complète, dénonce l'Action commune socialiste.

*"Aujourd'hui, la sécurité sociale n'est considérée qu'au travers du coût qu'elle occasionne et de l'entrave à l'essor des entreprises qu'elle constitue."*

JEAN-PASCAL LABILLE  
Mutualité socialiste.

*"Le jour où on aura la capacité de mettre l'humain avant l'argent, on pourra dire que le projet socialiste a gagné."*

MARC GOBLET  
Secrétaire général de la FGTB.

*"Mettre en cause notre sécurité sociale, qui est le ciment du pays, c'est mettre en cause la Belgique. Et le MR est complice de la forfaiture."*

ELIO DI RUPO  
Président du PS.

*"Marc Goblet est bien le porte-parole d'Elio Di Rupo au groupe des Dix."*

## OLIVIER CHASTEL

Pour le président du MR, la relance de l'Action commune constitue une "clarification": "La FGTB fait le choix de se porter au chevet du PS plutôt que de défendre la cause des travailleurs. Les socialistes accusent le gouvernement "d'être le complice de la N-VA dans la destruction de notre modèle social", alors que son objectif est précisément la création d'emplois et la sauvegarde de notre système de sécurité sociale."